

La Russie dans les années 2000 : le retour d'une puissance

Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine annonce sa démission en demandant pardon aux Russes pour les rêves communs « qui ne se sont pas réalisés ». Vladimir Poutine, Premier ministre depuis août 1999 et figure clé de la seconde guerre de Tchétchénie, devient ainsi président par intérim de la Fédération de Russie.

Poutine se fait élire sans peine en mars 2000 avec 51,95 % des voix au premier tour. Il réussit à se poser en leader capable de rétablir l'ordre. Le renforcement de l'État et la recentralisation du pouvoir représentent le fil directeur des mesures qui suivent son élection.

Ayant déclaré vouloir « restaurer la verticale du pouvoir », Vladimir Poutine s'engage dans une série de réformes administratives. En 2000, il ordonne le regroupement des sujets de la Fédération en sept districts fédéraux avec, à leur tête, les représentants plénipotentiaires du président. Les élections des gouverneurs et des présidents régionaux au suffrage universel direct sont abolies en 2004. Certains oligarques ne veulent pas renoncer à leur influence politique (Boris Berezovski, Vladimir Goussinski, Mikhaïl Khodorkovski). L'État reprend le contrôle de leurs empires économiques et médiatiques. Vladimir Poutine s'entoure de collaborateurs ayant fait leur carrière dans le FSB ou d'autres « structures de force ».

À la Douma, la politique présidentielle est soutenue par le parti **Russie unie** formé en décembre 2001. Le parlementarisme russe glisse alors vers un schéma où le « parti du pouvoir », largement majoritaire, partage les sièges avec quelques partis favorables. Le caractère libre des élections est de plus en plus compromis. Malgré ces reculs démocratiques, la politique économique et internationale de Vladimir Poutine lui assure un soutien populaire et favorise sa réélection pour un deuxième mandat en 2004.

Dès 1999, grâce à la montée des prix des hydrocarbures, l'économie russe renoue avec la croissance. Le PIB qui s'est effondré dans les années 1990 est de nouveau en hausse, et l'inflation maîtrisée. Le redressement économique permet au gouvernement de lancer plusieurs programmes à caractère social (« Santé », « Éducation », « Logement accessible »). Les années 2000 connaissent une réduction du chômage et une augmentation de pouvoir d'achat.

La politique étrangère russe du début des années 2000 est marquée par le désir de redonner à la Russie le statut d'une grande puissance, tout en prônant un rapprochement avec les États-Unis et l'Union européenne. Les attentats du 11 septembre 2001 sont une opportunité pour convaincre l'Occident que la Russie est son partenaire privilégié dans la lutte contre le terrorisme, et tempérer les critiques relatives à son intervention en Tchétchénie.

Les relations russo-américaines sont cependant entachées par l'intervention de l'OTAN dans la guerre du Kosovo en 1991, par l'intervention en Irak (2003), à laquelle la Russie s'oppose aux côtés de la France et de l'Allemagne. De plus le Kremlin est impuissant face à l'élargissement de l'OTAN qu'il considère comme une agression.. Il ne compte pas renoncer à son influence sur le reste de l'espace postsoviétique. Les « révolutions de couleur » en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004-2005) incitent la Russie à augmenter la pression, notamment énergétique, sur ses voisins.

Vladimir Poutine condamne la volonté des États-Unis d'instaurer un monde unipolaire et d'imposer son modèle aux autres pays. Il affirme que la Russie compte mener une politique étrangère indépendante. C'est le cœur du concept qui émerge dans la seconde moitié des années 2000, celui de « démocratie souveraine » qui renvoie à la spécificité du modèle russe.

La Russie dans les années 2010 : une puissance fragile

Si les sondages affichent toujours un soutien fort et constant à Vladimir Poutine, le mouvement contestataire tente de s'organiser et de se structurer. Ce mouvement aux sensibilités et aux modes opératoires très différents incarne un mécontentement réel d'une partie de la population, aussi minoritaire soit-elle, envers le non-renouvellement des élites politiques et la corruption qui y est associée. Réélu pour un quatrième mandat, porté désormais à six ans, Vladimir Poutine est en passe de rester aux commandes du pays jusqu'en 2024. Derrière une façade de stabilité, l'absence d'élections libres et justes constitue l'une des nombreuses fragilités du système russe.

Une autre fragilité de l'État russe est d'ordre économique, puisqu'il reste largement dépendant de l'exportation des ressources minières : les combustibles fossiles, mais aussi le nickel, les diamants et l'aluminium. En 2018, les hydrocarbures représentent 46,4 % des recettes budgétaires. Cette « rente » pétrolière et gazière reste néanmoins un frein pour la modernisation et la diversification de l'économie. Elle accroît sa dépendance envers les prix des hydrocarbures, car leur baisse entraîne systématiquement la chute de la devise nationale, le rouble, et une inflation qui nuit aux populations les plus fragiles. La Russie reste en effet marquée par d'importantes inégalités sociales et régionales.

Les failles du système de protection sociale expliquent une des grandes fragilités de la Russie contemporaine : sa situation démographique. Celle-ci se caractérise par un faible taux de natalité et un taux de mortalité élevé. L'espérance de vie à la naissance est particulièrement réduite chez les hommes, même si elle est passée de 57 ans en 2005 à 66 ans en 2017. Face au taux de fécondité qui oscillait autour de 1,2 enfant par femme au début des années 2000, le gouvernement s'est vu contraint de mettre en place des mesures natalistes qui se sont révélées efficaces, en tout cas sur le court terme. C'est le solde migratoire positif qui, depuis la fin de l'URSS, compense en partie le décroissement naturel de la population. Après le retour massif des Russes ethniques suite à la chute de l'URSS, la Russie attire aujourd'hui des migrants issus des autres pays de la CEI. Ils se heurtent cependant aux nombreux obstacles administratifs et à la poussée des mouvements ultranationalistes et xénophobes.

La volonté de la Russie de défendre ses intérêts dans l'espace postsoviétique et au-delà s'accompagne, à l'intérieur du pays, d'un discours patriotique aux accents nationalistes. Cette nouvelle rhétorique cherche à combiner les références à l'orthodoxie russe avec la mise en valeur du passé soviétique et notamment de la victoire dans la « Grande Guerre patriotique » (appellation qui désigne l'engagement de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale entre 1941 et 1945). En voulant affirmer sa spécificité et renforcer sa dimension eurasiatique, la Russie risque d'être fragilisée par cette grandissante rupture avec l'Occident dont elle est proche du point de vue géographique, historique et culturel.

Extraits de Olga Konkka , « Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un Empire : la Russie depuis 1991 », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 23/06/20 , consulté le 26/10/2023. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/14362>